

Le ministre a donc tenté encore une fois de nous faire accepter ses conditions, qui consistent à ralentir l'économie canadienne pour favoriser son expansion, à provoquer le chômage en vue d'arriver au plein emploi et à permettre la hausse des prix pour assurer leur stabilité. Durant tout ce processus, notre économie continuera à fléchir. Chose étrange, le ministre va à l'encontre de l'objectif qu'il s'était fixé, celui qu'il préconise constamment, c'est-à-dire la perception de revenus qui suffisent au fonctionnement du gouvernement canadien, car je ne crois pas qu'il faille des connaissances très poussées dans le domaine économique pour se rendre compte qu'une économie en perte de vitesse fournirait moins de revenus au gouvernement qu'une économie en plein essor. Je ne crois pas que le ministre modifie son attitude, car comme je l'ai souvent dit, c'est un idéologue. Cependant, s'il se préoccupait plus de l'équilibre de notre situation économique et se souciait moins d'aider nos amis des États-Unis dans les difficultés qu'ils se sont créées, nous aurions plus confiance en lui au Canada.

● (9.50 p.m.)

Il parle de la nécessité d'obtenir la confiance, non pas du peuple canadien, mais de la collectivité financière. Or, cette collectivité est composée des mêmes gens qui créent les problèmes que doit surmonter le dollar canadien. Le ministre le sait comme tout le monde, mais pour quelque raison il cherche à se concilier ces intérêts-là. Ces gens ne sont pas très brillants, en dernière analyse, car les pressions qu'ils exercent sur le gouvernement, et je suis sûr que ce sont ces pressions qui forcent le gouvernement actuel à adopter leurs politiques auto-destructrices, causeront un jour la ruine de ces entreprises. A la longue, j'espère que le ministre actuel ou quelque autre ministre aura le courage de libérer l'économie canadienne des chaînes dont on l'a chargée, et qu'il lui permettra de croître en proportion de notre capacité, dont on n'a même pas encore approché la limite.

[Français]

M. Gauthier: Monsieur le président, laissez-moi d'abord vous exprimer non pas ma surprise, mais ma stupéfaction d'entendre la déclaration que vient de nous faire l'honorable ministre des Finances (M. Sharp).

Je crois que nous assistons ce soir au début de la discussion sur le défunt bill C-193. Franchement, nous pensions que lors du rejet de ce bill, le gouvernement, et plus particulièrement le ministre des Finances, aurait appris sa leçon. Mais nous avons maintenant la certitude que la leçon n'a pas servi du tout. Peut-être aussi a-t-elle servi à l'honorable ministre, car je le considère comme un homme très intelligent. Par ailleurs, que vaut un

homme intelligent s'il est attaché par le cou? C'est ainsi que je me représente le ministre des Finances ce soir. Il est prisonnier des grands intérêts financiers, et l'on voit qu'il est encore sous leur emprise. Il vient encore imposer des taxes au peuple, alors qu'on lui avait pourtant indiqué, ces jours derniers, les moyens de se procurer ces 150 millions.

Ce n'est pas considérable, 150 millions! S'il avait voulu faire un petit effort, il en fait d'ailleurs souvent pour les pays étrangers et pour l'Angleterre—il lui aurait été facile de trouver ce montant, tout en laissant tranquille le travailleur qui, actuellement—et nous ne cessons de le répéter—ne peut plus payer davantage. Le ministre peut être assuré que nous lutterons contre cette mesure.

Depuis que nous sommes à la Chambre, nous combattons les hausses de taxes, parce que nous sommes persuadés que ce n'est pas par la taxation que nous solutionnerons nos problèmes.

J'ai été plus qu'étonné d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) dire que le principal devoir du gouvernement était de taxer. Monsieur le président, on peut être assuré que nous ne suivrons pas les économistes du Nouveau parti démocratique, pas plus d'ailleurs que nous suivrons ceux des libéraux, tant et aussi longtemps que leur politique fiscale sera fondée sur un principe de taxation.

Nous sommes ici pour protéger les citoyens canadiens. Nous sommes ici pour administrer, pour faire en sorte que l'économie canadienne serve la personne humaine, pourvoie au bien-être du citoyen canadien, et nous lutterons jusqu'au bout pour qu'elle atteigne ce but. Nous savons, avec chiffres à l'appui, que le Canada est capable d'atteindre ce but, qu'il a les moyens de se bâtir une économie au sein de laquelle tous les citoyens auront le minimum de garantie de sécurité et de liberté.

Actuellement, notre gouvernement n'est pas libre. Nous le constatons de plus en plus chaque jour, surtout quand nous l'obligeons à étaler son jeu, comme nous l'avons fait par notre vote du 19 février dernier. Ce vote nous a donné l'occasion de montrer au grand public comment on administrerait les affaires de l'État. Cela nous a permis de révéler au public que le gouvernement fédéral pouvait se permettre des illégalités dont la principale fut précisément de s'arroger le droit de percevoir des taxes avant même que la loi soit adoptée par le Parlement.

Si nous faisons une rétrospective de l'histoire parlementaire, nous découvrirons d'autres cas d'illégalités. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu, par notre vote du 19 février dernier, obliger le gouvernement d'étaler son jeu.

[M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]